

débat *militant*

Lettre électronique animée par des militants du courant Démocratie révolutionnaire de la LCR

N° 196 29 mai 2008

Contact-abonnement-désabonnement : debatmilitant@lcr-debatmilitant.org | Site : www.lcr-debatmilitant.org

Comité de coordination : Charles Boulay, Jean François Cabral,
Valérie Héas, Yvan Lemaitre, Galia Trépère, Gérard Villa

[Accès au site Débat militant](#)

Sommaire :

- [Les fruits amers du dialogue social...](#)
- [Camarades de Lutte ouvrière, continuons le débat...](#)

Les fruits amers du dialogue social...

Ce début de semaine, Sarkozy est revenu au « contact » de la « France qui se lève tôt ». Lundi, c'était devant les salariés de Poclain, à qui il est allé présenter sa nouvelle idée pour augmenter le pouvoir d'achat sans augmenter les salaires, par la promotion de la participation et de l'intéressement, vantant ce qu'il appelle une « *vision non pas antagoniste, mais réconciliée, harmonieuse et efficace des liens entre le travail et le capital* ». Non sans promettre au passage un « défraiement » aux patrons, aux frais du contribuable, sous forme d'un crédit d'impôt de 20 % des sommes versées...

Mardi matin, opération séduction, aux aurores, du côté de Rungis, où on a pu les voir, Carla et lui, serrer des mains et déguster du camembert, tout en évitant soigneusement la rencontre avec les mareyeurs. Il a couru ensuite à RTL, présenter son « plan » contre les hausses du prix des carburants : prendre sur les excédents de TVA touchés par l'Etat du fait de l'augmentation des carburants pour financer une baisse des prix pour les professionnels, ainsi qu'un soutien aux plus pauvres sous forme de « prime à la cuve » et de maintien du prix du gaz. Une promesse qui n'a que peu de chances d'être tenue puisque la baisse de consommation induite par la hausse de prix a entraîné, en 2007, une baisse du produit de la TIPP (taxe intérieure sur les produits pétroliers) qui n'a été que peu compensée par la hausse du produit de la TVA.

Sarkozy blague. Il tente de reprendre la main alors que même les députés de son propre bord manifestent leur révolte, comme certains UMP présentant et votant mardi soir, avec le PS, un amendement introduisant le principe de la parité homme-femme « *aux responsabilités professionnelles et sociales* », malgré les interventions de Rachida Dati, inconditionnelle du Président, venue défendre la position du gouvernement contre cet amendement. Le président de l'Assemblée, Accoyer, s'est même permis de la faire taire, en lui rappelant que « *tout le monde suit le texte depuis le début* » et qu'on « *ne va pas reprendre dix fois les mêmes explications* »...

Sarkozy cherche à faire face à une contestation sociale qui ne cesse de s'étendre, alors que la grève des marins-pêcheurs, loin de s'éteindre, se propage aux autres pays d'Europe et commence à toucher les transports routiers et les agriculteurs. Ces manifestations de professions menacées dans leur existence même par le développement de la crise s'ajoutent aux luttes pour les salaires qui touchent de nombreuses entreprises, ainsi qu'aux mobilisations contre les suppressions de postes dans la fonction publique et contre les nouvelles attaques du gouvernement sur les retraites.

La population laborieuse et les salariés doivent faire face à une dégradation permanente de leurs conditions de vie, du fait des attaques à répétition du gouvernement et du patronat, mais aussi des effets d'une crise qui ne cesse de s'approfondir et dont les conséquences se font directement sentir. Des statistiques récentes font état d'une baisse de 27,9 % du nombre de constructions neuves en 2007. C'est

l'illustration concrète du résultat de la combinaison de la baisse des revenus, de l'augmentation du prix des matières premières et des difficultés à obtenir un crédit, sans oublier la menace sur l'emploi dans le secteur du bâtiment. Une illustration directe des effets et du mécanisme d'une crise qui est en train de gagner l'ensemble des secteurs de l'économie.

Sourds à une situation sociale qui ne semble pas les concerter, les caciques du PS viennent de lancer leur grande offensive... pour la direction du parti et la présidentielle de 2012. Premiers candidats au poste de « chef », Royal et Delanoé font semblant de s'affronter sur la question de savoir si « socialisme » et « libéralisme » sont compatibles. Pour Delanoé, c'est oui. Dans un livre intitulé *De l'audace*, il précise : le libéralisme, c'est « une doctrine de liberté et de justice dans une société imparfaite et non une doctrine de lutte de classe qui nous promet une société égalitaire et parfaite ». Une définition qui peut représenter, sur le fond, ce qu'est le « socialisme » pour Ségolène Royal... Sur le plan parlementaire, c'est la bataille sur le front du projet de modification des institutions de la République. Une bataille au cours de laquelle le PS, d'accord sur le fond de la réforme avec l'UMP, négocie par la bande un découpage électoral qui lui garantisse une répartition « équitable » des postes permettant d'accéder à la mangeoire de l'Etat : Assemblée nationale, Sénat, Conseils régionaux et généraux. PC et Verts sont noyés dans le sillage du PS.

Les organisations syndicales, elles, s'enlisent toujours plus dans le dialogue social. Après l'accord sur la représentativité syndicale dans le privé, six organisations syndicales de la Fonction publique (CFDT, CGT, FSU, UNSA, Solidaires, CGC) viennent de signer avec le gouvernement un « accord sur le dialogue social ». A la grande satisfaction de Sarkozy et se gouvernement, qui se félicitent de ce qu'ils considèrent comme un « accord historique pour le dialogue social dans la fonction publique depuis 1946 ». Accord qui, selon eux, ne peut manquer de « favoriser le passage d'une culture de l'affrontement à une culture de compromis »...

Pour leur donner raison sans plus tarder, mardi 27, certains syndicats enseignants annonçaient qu'ils mettaient fin à la mobilisation contre les suppressions de postes, en proposant de se retrouver fin août pour discuter des actions de la rentrée... Le prétexte invoqué est de ne pas nuire aux élèves passant leurs examens, ainsi qu'une soi-disant baisse de la mobilisation. Baisse de la mobilisation, si tant est qu'elle existe, qui n'est que la conséquence des tergiversations des confédérations syndicales, de leur volonté clairement comprise par tous de ne rien faire pour la convergence des luttes, autrement dit pour se donner les moyens de gagner.

Bien au contraire, les manifestations du 15, puis celles du 23, ont montré que, malgré le manque de préparation et de perspectives, de nombreux salariés de la fonction publique mais aussi du public ont tenu à manifester leur ras-le-bol. Elles sont la preuve que la détermination à se battre existe, que la colère est profonde. Colère que ne peut que renforcer l'annonce des augmentations des « salaires » des PDG du CAC40, 58 % en un an, passant d'une moyenne de 2,53 millions d'euros à 4 millions !

Sarkozy prône l'harmonie « des liens du travail et du capital ». Le PS lui fait écho, tandis que les confédérations syndicales s'enferment dans le carcan du dialogue social. Les travailleurs, la population, eux, doivent faire face aux difficultés sans cesse croissantes, produit de la lutte de classe sans fin et sans limites que mènent les capitalistes. La nécessité d'une riposte réelle du monde du travail, d'une offensive pour mettre un terme aux attaques mais aussi pour reprendre l'offensive sur nos propres revendications s'impose.

Le regroupement nécessaire à la riposte repose sur notre propre initiative, en toute indépendance des partis institutionnels et des directions syndicales. Il ne peut se faire qu'autour d'un plan d'urgence, rassemblant en un tout cohérent les exigences de toutes les catégories de travailleurs et de la population. Il passe par le regroupement dans les syndicats comme sur le plan politique de toutes celles et tous ceux qui pensent qu'il est temps de se donner les moyens de défendre leurs propres intérêts, en toute indépendance de classe, loin des calculs des bureaucraties plus soucieuses de leurs intérêts d'appareil que de ceux des salariés. Une telle politique désarme et démoralise. Reprendre l'offensive exige en tout premier lieu de nous regrouper pour reprendre l'offensive sur le plan politique pour contester radicalement les lieux communs, les fausses évidences des libéraux de droite ou de gauche, pour contester le droit des patrons et des financiers à diriger l'économie, à plier toute la société à leurs besoins, pour faire valoir les droits des travailleurs.

Eric Lemel

↑

Camarades de Lutte Ouvrière, continuons le débat...

Nous nous félicitons que malgré les déclarations des camarades de LO sur l'impossibilité d'avancer vers la construction d'un parti révolutionnaire de masse, la discussion s'impose du fait de l'initiative prise par la LCR d'appeler à la création d'un nouveau parti anticapitaliste. Le débat LO-LCR, traditionnel à la fête de LO, a été l'occasion d'un échange de nos points de vue montrant la nécessité de l'approfondir. Et, puisque nous sommes en pleine discussion sur l'actualité de mai 68, comment ne pas citer ce que disait à l'issue du mouvement, en juillet, Lutte ouvrière sur la question : « *Il ne s'agit pas de prêcher pour des raisons opportunistes, une unité sans principe. De toute manière, tous les militants qui combattent à la gauche du PCF, se retrouveront un jour, par la force des choses, dans un même parti révolutionnaire. Ou alors, celui-ci n'existera pas. Seuls des sectaires invétérés pouvaient et peuvent continuer à imaginer qu'il leur est possible de construire seul leur parti, murés dans un splendide isolement.* » Nous partageons cette démarche qui nous semble d'une pleine actualité, même, ou plutôt d'autant que la situation politique a profondément changé. En pleine actualité et en contradiction avec la position de LO qui nous reproche de brader les idées de Marx, Lénine, Trotsky...

En appelant à la construction d'un parti anticapitaliste, nous ne bradons rien mais nous militons pour regrouper tous ceux qui militent à la gauche du PCF en toute indépendance du PS et des institutions. Nous nous revendiquons du marxisme, léninisme, trotskisme... Nous inscrivons notre projet dans la continuité de ce combat au sein du mouvement ouvrier. Mais nous ne faisons pas de ces idées des références dogmatiques devant lesquelles chacun devrait se plier.

Les camarades de LO ont visiblement du mal à comprendre cette orientation qui signifie, pour eux, vouloir se débarrasser de l'héritage du mouvement ouvrier et renoncer à construire un parti communiste révolutionnaire. Alors qu'il s'agit pour nous de répondre aux besoins d'une nouvelle période de la lutte des classes et d'avancer dans l'objectif qui nous est commun : comment convaincre, dans un premier temps quelques milliers de ces travailleurs et de ces jeunes, de passer de la révolte à l'action collective pour changer la société, c'est-à-dire de s'engager dans la construction d'un parti révolutionnaire ?

Répondre à l'urgence, regrouper les forces

Nous ne partons pas de rien pour cette discussion publique large avec les dizaines de milliers de celles et ceux qui participent en ce moment aux luttes dans la jeunesse, dans les entreprises sur des questions sociales mais aussi politiques (quelle Europe ? L'égalité des droits et la liberté de circulation et d'installation pour les travailleurs du monde entier...). Car ce qui ressort de l'expérience de ces luttes, c'est qu'un seul secteur, aussi déterminé soit-il, ne peut gagner seul et qu'il y a besoin de construire l'unité et la convergence des luttes. Créer cette unité et cette convergence demande une compréhension commune de la période et des rapports de forces entre les classes sociales afin d'élaborer ensemble une politique pour le mouvement ouvrier.

Nous ne pensons pas que le marxisme apporte de réponse toute faite, c'est une méthode, une philosophie, une expérience. Etre marxiste ne se résume pas à relire les textes du passé transformés en reliques sacrées pour répondre aux problèmes actuels mais à s'attaquer à un travail d'analyse sérieuse de l'évolution du capitalisme mondialisé, de l'évolution de la société, pour élaborer une stratégie. Le capitalisme a connu une nouvelle étape du développement des forces productives et l'effondrement de l'URSS lui a apporté un bol d'air en ouvrant de nouveaux marchés, sans parler de la victoire idéologique. Les formes de domination et d'exploitation ne sont plus celles du pillage colonial, leurs justifications idéologiques ont également évolué. La place de la Chine et de l'Inde est en train de bouleverser les rapports de forces entre puissances impérialistes et les guerres impérialistes ont pris une ampleur, des rythmes qui posent questions à tous ceux qui veulent s'y opposer. Le mouvement ouvrier en reconstruction a besoin d'avoir des analyses et des positions sur ces transformations en cours.

Le monde n'est pas éternellement le même, sinon il serait vain de vouloir le changer !

Ces évolutions économiques redéfinissent également des rapports nouveaux entre les bourgeoisies et leurs Etats. Pourquoi, face à la catastrophe sociale en cours aux Etats-Unis, personne ne propose-t-il une politique keynésienne de relance alors que les interventions étatiques sont acceptées par toutes les forces

politiques ? Pourquoi, en Europe et dans le reste du monde, les partis social-démocrates ont-ils tous renoncé à des projets réformistes prétendant construire une société socialiste et se sont-ils ralliés à l'économie de marché ? Pour le comprendre et définir les rapports d'un parti ouvrier à leur égard, c'est un peu court de se contenter de rappeler qu'ils ont trahis depuis 1914. Reste-t-il, au stade de la mondialisation capitaliste, du grain à moudre pour des politiques réformistes un tant soit peu conséquentes, c'est-à-dire capables de mettre en œuvre, sur la base d'un rapport de force imposé par le mouvement ouvrier, des politiques comme celles menées par les gouvernements de l'après deuxième guerre mondiale ? Ou cette période est-elle close ? Ce qui aurait du coup des répercussions sur la politique des organisations syndicales. Le décalage entre les besoins des luttes actuelles et les politiques des directions syndicales posent question à des milliers de militants syndicaux. Quand des directions syndicales signent, sur la base d'un rapport de force dégradé, une position commune des partenaires sociaux avec le MEDEF et le gouvernement de Sarkozy, cela bouscule la conscience de classe, même confuse, des militants. Quelles sont les réponses des révolutionnaires ? Quelle politique les militants d'un parti anticapitaliste peuvent-il avoir dans les syndicats ?

Toutes ces questions pointent le besoin et l'urgence de faire émerger un parti révolutionnaire qui y réponde dans un contexte général de recul de la conscience de classe et des références politiques qui ont été celles du mouvement ouvrier dans le passé. Nous n'avons pas à regretter la décomposition des organisations qui ont structuré le mouvement ouvrier et dénaturé le projet de transformation révolutionnaire, d'une société socialiste. Au contraire, il s'agit de tirer leur bilan pour repenser l'avenir du mouvement ouvrier révolutionnaire. Cet avenir passe par le regroupement de tous ceux qui continuent à vouloir changer le monde.

L'actualisation du projet révolutionnaire

Les camarades de LO interprètent négativement notre appel à la création d'un parti anticapitaliste, internationaliste, écologiste et féministe, considérant que tous ces adjectifs peuvent finalement être résumés dans le terme communiste révolutionnaire et que si la LCR ne le fait pas, c'est pour aller draguer les déçus des partis et associations sur leurs terrains. Ce qui aboutirait, selon eux, à faire un regroupement fourre-tout et attrape-tout. Est-il besoin de rappeler à nos férus d'orthodoxie que l'Internationale communiste, à sa création, a su créer des organisations répondant à des questions spécifiques ? Malgré le recul de la conscience de classe, ces réponses partielles, même déconnectées d'une analyse globale et d'un projet de transformation révolutionnaire, ont permis des avancées dans l'opinion grâce aux luttes que ces courants ont menées. Les militants de ces associations ou partis qui ne cherchent pas à défendre des positions d'appareils dans le cadre du capitalisme doivent trouver leur place dans un parti luttant pour l'émancipation de l'humanité. Le défi que nous avons à relever pour y parvenir, c'est de partir des divers combats, y compris sans idéaliser ceux de la classe ouvrière elle-même, pour rassembler les forces et construire un projet révolutionnaire pour le XXI^{ème} siècle.

Nous devons répondre à la question pourquoi le projet socialiste, qui a échoué dans toutes les révolutions du XX^{ème} siècle, aurait-il aujourd'hui plus de chances d'aboutir ? Pour cela il nous faut bien sûr discuter des rapports de forces qui ont existé et qui ont provoqué la transformation de la social-démocratie en force réformiste prête à écraser des révoltes pour montrer qu'elle était bien le « loyal gérant du capitalisme ». De ces rapports de forces qui ont abouti à la bureaucratisation du parti qui avait dirigé la révolution russe devenue ensuite une force contre-révolutionnaire d'une redoutable efficacité. Mais tout cela ne convaincra pas pour autant que le socialisme est l'avenir de l'humanité. Il nous faut montrer que les bases matérielles du socialisme ont mûri durant tout le XX^{ème} siècle, entre autre par la liquidation des structures économiques agraires pré-capitalistes, et surtout le développement numérique d'une classe ouvrière qui s'est infiniment diversifiée du point de vue des conditions dans lesquelles elle est exploitée mais qui a été unifiée sous le contrôle du capital international. Et qui en a très largement conscience même s'il lui manque des organisations pour transformer cette conscience immédiate en force révolutionnaire.

Le socialisme, contrairement à ce qu'écrivaient les camarades de LO dans leur texte de congrès de décembre 2007, ce n'est pas uniquement « *en plus de la collectivisation et de l'étatisation, (...) une planification de l'économie, avec une centralisation plus ou moins importante selon les niveaux et les cas, dont l'échelle peut aller d'une région à un continent, voire au monde entier* ». Le socialisme, c'est d'abord la démocratie la plus large, c'est-à-dire l'organisation de la population travailleuse pour réfléchir,

décider et mettre en œuvre ses choix sur toutes les questions : dans les entreprises sur l'organisation et les choix de productions, de transports ; dans les quartiers sur l'occupation de l'espace social, l'urbanisation ; la préservation des équilibres écologiques ; l'éducation, la culture, les pratiques artistiques, la lutte contre toute forme d'oppression et de domination et sûrement des tas d'autres problèmes que nous n'entrevoyons même pas. Créer les conditions de cette pratique généralisée de la démocratie ne se fera pas d'un coup de baguette magique, on ne peut l'imaginer sans une multitude d'expérimentations, de tâtonnements, de demi-échecs et de demi-victoires. Par contre cela suppose une force politique qui pense très clairement les rapports à l'Etat, en ayant pour objectif non pas la conservation et la reproduction d'un Etat même prolétarien, mais d'organiser sa disparition progressive à travers la pratique de la démocratie.

Cette question de la démocratie n'est pas seulement clé pour la période qui suivra la révolution, elle est absolument déterminante pour construire le parti révolutionnaire. Un parti regroupant des milliers de jeunes et de travailleurs devra se donner des règles et surtout une pratique de fonctionnement démocratique en puisant dans l'imagination collective et non en reproduisant des méthodes de recrutement et de formation de cadres déjà toute brevetées dont LO se fait le défenseur. De telles méthodes ne vise qu'à l'autoreproduction de petits groupes et à la perpétuation du pouvoir de ceux qui les dirigent. Il s'agit en effet pour nous, non pas de recruter quelques centaines de militants qui « acceptent par avance les idées révolutionnaires » comme l'écrivent les camarades dans leur texte de congrès, mais de construire un projet révolutionnaire avec ceux qui sont révoltés et ne veulent plus subir ni l'exploitation, ni l'autorité et la morale, fût-elle laïque, de petits pouvoirs établis.

Nous voulons former un parti qui soit candidat au pouvoir, non pas pour gérer les institutions ou les améliorer mais pour transformer le monde en s'appuyant sur l'organisation de la population pour faire disparaître le besoin même d'un Etat. Nous ne connaissons bien évidemment pas les conditions des luttes révolutionnaires auxquelles ce parti devra se préparer, répondre, mais il y a, à coup sûr, des définitions qui renvoient à des mythes. Ainsi, lorsque les camarades de LO voient le parti à venir comme « une armée agissant comme un seul homme », matinée d'un vague romantisme sur la solidarité puisée dans une culture commune et le culte d'un parti bolchevik tel qu'il n'a jamais existé, ils participent à un mythe qui fonde le pouvoir de la vieille génération sur les jeunes. Ce mythe participe de ces mêmes besoins politiques qui conduisent à faire du Che un personnage sans rapport avec la réalité pour légitimer le passé et tenter vainement de préserver un pouvoir sur l'avenir. Ces mythes paralySENT la pensée libre, critique, révolutionnaire. La force du parti bolchevik a été justement sa capacité démocratique, sa capacité de pensée collective et révolutionnaire, à l'opposé de la caricature stalinienne.

Etre révolutionnaire s'éprouve dans la liberté de réflexion pour transformer la réalité par l'action. Le marxisme, c'est d'abord et avant tout cela. C'est dans ce sens que nous voulons nous orienter vers la construction d'un parti qui libère les initiatives et les potentialités de chacun et chacune pour les faire converger dans une orientation politique révolutionnaire et dont l'efficacité réside non pas dans la certitude que tous les militants font la même chose en même temps mais dans la cohérence de l'orientation politique.

C'est ce que nous essayons de mettre en pratique dans le processus constituant dans lequel les militant(e)s de LO sont les bienvenu(e)s pour développer et enrichir le débat de leurs expériences et de leurs convictions en acceptant de les soumettre à l'épreuve des discussions et de l'action commune.

Mais s'ils ne réussissent pas à conquérir par et pour eux-mêmes la démocratie, ils resteront sur le bord de la route.

Cathy Billard

↑

**Si débatmilitant te plait, n'hésite pas à le diffuser
et à le faire circuler, fais le connaître à tes amis,
propose leur de s'abonner...**